

LA RESISTANCE RWANDAISE : QUE FAIRE ET COMMENT FAIRE POUR VAINCRE L'IMPUISSANCE ET ATTEINDRE L'EFFICACITE FACE A L'ETAT CRIMINEL ET TOTALITAIRE DU FPR

Cela va faire quatorze ans que, au Rwanda, un pouvoir absolu s'exerce au grand jour sans aucun contrôle ni garde fou, assuré de l'impunité. En effet, depuis le 19 juillet 1994, une féroce tyrannie, forgée dans le fer, le feu, le sang et les larmes et déguisée derrière de grands principes, de beaux discours (droits de l'homme, réconciliation, etc.) et des farces électorales « démocratiques » et « représentatives », prive les Rwandais de leur citoyenneté en bafouant les droits de l'Homme et en confisquant leurs droits politiques et leurs libertés d'expression, d'organisation et de participation aux affaires de leur pays au profit d'une clique de criminels militaro-ethnistes sans scrupules plus ou moins bien nantis qui, directement (généralistes, politiciens et hauts fonctionnaires) ou indirectement (banquiers, affairistes, journalistes,...) « occupent » l'Etat comme une armée étrangère, se l'approprient, le pillent et s'évertuent à maintenir indéfiniment leur emprise !

L'objectif est d'empêcher toute alternative politique, de contenir le ras le bol généralisé et de rendre impossible, impensable même, toute idée de contestation, d'opposition et de changement amalgamée au divisionnisme et présentée comme néfaste pour le pays et pour la nation! Tout est fait pour que tout soit sous contrôle du FPR et que personne ne puisse agir en dehors du système. On oblige les gens à ne « penser » que dans les cercles restreints définis par Kagame via le FPR en fonction de ses intérêts propres.

Pour étouffer dans l'œuf toute expression autonome de la société et toute opposition démocratique et ainsi assurer la pérennité du système, le pouvoir n'hésite pas à recourir à l'intimidation, à la violence chaque fois que les intérêts de ce cartel sont menacés et que les conditions d'une alternance politique se font jour. La répression sauvage comme méthode de régulation sociale et politique, le maintien de la population dans un état de précarité et d'insécurité, la mise de la population sous surveillance permanente et la multiplication des acteurs de la violence (une armée pléthorique, une milice, une police secrète omnipotente et omniprésente...), la perpétration à huis clos d'exactions massives des droits de l'Homme, notamment dans les zones rurales, la singularisation d'une ethnie par l'agitation perpétuelle du croque-mitaine « de l'idéologie génocidaire » comme menace à la stabilité du pays, la torture et autres mauvais traitements ainsi que l'élimination physique et l'emprisonnement récurrents des ténors réels ou supposés de la contestation politique, le contrôle de la presse, etc. sont quelques unes des armes du FPR pour bloquer les possibilités de révolte à la base, de soumettre les récalcitrants et d'éradiquer toute vie politique en brisant tous les cadres d'expression pacifique et démocratique. Au pays du FPR, l'exil est aujourd'hui le seul recours, le dernier lieu où exprimer sa révolte.

Le bilan de cette politique de terreur étatique est catastrophique. Le Rwanda cumule aujourd'hui plusieurs maux : agriculture rurale sinistrée, éducation au rabais, économie artificielle, justice aux ordres, corruption généralisée, panne de conscience, mépris des citoyens, mensonge dans l'information, législation véreuse, paupérisation, perte du pouvoir d'achat, chômage endémique, préférence ethnique et

discrimination dans l'emploi...qui ont placé l'écrasante majorité du peuple dans une situation de précarité insupportable et dans le désespoir.

Cette situation de précarité et de désespoir généralisés est d'autant plus intolérable qu'une minorité de privilégiés et d'affairistes intégrés dans les réseaux du pouvoir et de son administration affiche de manière indécente une opulence scandaleuse, fruit de l'accaparement du patrimoine national, de la production nationale et de l'aide internationale.

Pendant que les autorités, insensibles au désespoir et à la détresse du peuple, se félicitent d'une embellie financière qui ne profite en rien à la population, si ce n'est qu'à elles seules, l'exclusion sociale et politique, l'arbitraire et une haine sans limites, s'installent durablement, créant les conditions d'une fracture sociale, sur fond de tensions entre les communautés nationales, qui s'amplifie chaque jour et menace dangereusement le pays.

Les politiques phares du FPR à l'instar de la chimérique Vision 2020 soi-disant pour résorber la pauvreté ont un caractère hétéroclite, temporaire et ne résolvent pas les problèmes à la racine. Elles ne sont destinées qu'à calmer les frustrations d'un peuple privé de son passé, de son présent et de son avenir ; mais aussi à leurrer la communauté internationale face aux aspirations de plus en plus insistantes pour le changement et à la colère qui monte du pays tout entier.

En continuant à rejeter et à combattre systématiquement toute issue politique et démocratique au mal rwandais, les tenants du pouvoir ont fini par mener le pays à des dérives dangereuses et par multiplier les facteurs d'implosion. Il faudrait être aveugle pour ne pas percevoir la désillusion et le désespoir pourtant criants chez ces millions de femmes et d'hommes, qui sont demeurés dignes devant tant de malheurs et d'humiliations, malgré l'absence totale de perspectives.

Face au pouvoir, il y a à l'extérieur du pays une résistance impuissante et éparpillée par la multiplicité de ses organisations et la divergence de ses idées et dont la plupart n'ont pas atteint un niveau donnant preuve de sérieux, de responsabilité et d'efficacité dans l'action qui puissent donner confiance et crédibilité.

A l'intérieur du pays, les partis politiques agréés ne sont que des anti-chambres du FPR élevées au rang de parti politique pour les besoins de la cause. Immergés dans l'ordre établi par Kagame à son profit, leurs responsables, comme les autres Rwandais, ont aujourd'hui très peur : peur de la liberté, peur de courir le risque d'autre chose, de l'autonomie. Ils ont plutôt tendance à s'adapter, à faire comme si de rien n'était sans pour autant arriver à une solidarité authentique. Ils veulent être mais ont peur d'être. Dépouillés de la parole, de leurs moyens d'expression, assaillis de tous côtés et subissant l'unique pensée du FPR avec ses modèles de valeurs, ils en sont aujourd'hui arrivés à accepter l'ordre injuste établi, à le penser comme naturel, comme lié au progrès et à la modernité et donc meilleur que ce qu'ils peuvent proposer eux. Mais plus grave, ils sont surtout arrivés à penser que la situation est incontournable et inchangeable !

I- LES PRINCIPALES RAISONS DE L'IMPUISSANCE ET DE L'INEFFICACITE DE LA RESISTANCE

➤ *Une lutte inadaptée*

La résistance menée au cours des treize dernières années a été marquée par quelques faits essentiels qui en expliquent les limites, si ce n'est l'échec. Parmi ces faits, il convient de retenir en priorité l'inadaptation de la lutte à la nature totalitaire et criminelle du régime en place et à l'objectif du changement. Le régime en place est un régime totalitaire et criminel par nature et par finalité. Pour le combattre, il faut des voies et des moyens adaptés. Or, la résistance a constamment commis l'erreur de vouloir utiliser les mêmes voies et les mêmes moyens de lutte qu'une opposition classique dans une démocratie où la contestation, les élections, les partis ou la société civile peuvent changer quelque chose. Ce fut une erreur politique fatale. Aussi toute la politique de résistance ne sera-t-elle plus qu'une suite d'improvisations ruineuses.

Pour qu'il puisse exister une opposition classique dans un pays, il faut que le système politique de ce pays soit organisé et régi par des règles précises permettant à l'ensemble des forces politiques de s'organiser et d'exprimer des divergences importantes par rapport aux détenteurs du pouvoir. Ce qui n'est pas le cas au Rwanda où la contestation n'est pas admise ou alors se fait à partir de l'étranger et est relayée à l'intérieur du pays à travers des réseaux de complicité ou des structures clandestines. Lorsque la lutte contre les détenteurs du pouvoir est clandestine, il ne s'agit pas d'opposition mais de résistance. Ce qui forcément doit conduire à un autre « modus operandi ».

Cette erreur d'appréciation a eu de graves conséquences qui continuent à contribuer fortement à l'impuissance et à l'inefficacité de la résistance. Parmi ces conséquences, l'on peut citer des stratégies de résistance contradictoires et qui se nuisent mutuellement :

- Les attentistes résignés préconisent un retrait, qui consiste à ignorer le « monstre », à se désintéresser de lui, à lui tourner le dos, à ne plus lui fournir de grain à moudre, à le laisser se dégonfler et s'épuiser, bref, à rompre avec lui jusqu'à l'extrême limite du possible.

- Les réformistes, eux, ne désespèrent pas à réformer le FPR. Parmi eux des rêveurs qui croient arriver au changement par des réactions épidermiques épisodiques ou par le déversement de leurs états d'âme sur la place publique. Ils espèrent ainsi que le régime s'améliorera et qu'il réalisera une ouverture. Il y a aussi des opportunistes et autres calculateurs, qui prétendent eux aussi vouloir réformer le système de l'intérieur mais en réalité ils ne s'intéressent qu'à leur propre personne et aux postes à occuper ; s'ils s'agitent, ce n'est que dans l'intention d'être cooptés pour intégrer la « mangeoire nationale ». On trouve également une frange d'étranges réformistes qui cachent leurs véritables intentions derrière une volonté affichée pour la réforme mais agissent dans les coulisses pour la continuité, à travers une sorte de révolution de palais à la burundaise où, jusqu'il y a encore quelques temps, un Micombero se

faisait éjecter par un Bagaza qui à son tour se faisait renverser par un Buyoya sans remettre en question le système ségrégationniste des extrémistes tutsi de l'UPRONA.

Le point commun à tous (les réformistes) est qu'ils sont prêts à se contenter de leurres comme les pseudo-élections (telles que celles prévues en 2008-2010) et quelques réformes de surface pour rentrer dans le rang. C'est pourquoi ils sont toujours dans le court terme et ne se préparent pas pour mener une lutte qui peut être longue. En privilégiant soit l'attentisme /fatalisme, soit l'insertion dans le système plutôt que la lutte pour un changement authentique du système qui génère le mal rwandais, tous ces réformistes s'interdisent eux-mêmes de se donner les moyens et de prendre le temps nécessaire pour réaliser ce changement.

Les uns et les autres doivent être secoués pour qu'ils se réveillent. D'une part, le réformisme ne permet que des améliorations de surface et temporaires ; il ne peut rien changer en profondeur. Les problèmes ressurgissent sous une autre forme ou se déplacent. Il est clair que la direction prise par le régime rwandais depuis des années n'est pas celle de l'ouverture mais bien celle d'un contrôle total du Rwanda et des Rwandais. La soi-disant « légitimité » acquise par le FPR grâce aux simulacres d'élections, n'incitera jamais cette organisation à l'ouverture démocratique sauf si elle y est forcée. D'autre part, il n'y a rien à tirer, rien à sauver, rien à espérer d'une organisation aussi abjecte et aussi atroce que le FPR. Le FPR ne peut pas être réformé, d'abord parce que le cartel de criminels et de maffieux qui dirigent le pays et le FPR ne le veulent à aucun prix car c'est contraire à leurs intérêts financiers et politico-idéologiques ; ensuite, parce que c'est techniquement inutile de vouloir faire du bricolage sur une machine qui n'a plus de moteur ; enfin parce que ce serait dangereux pour tous ces criminels qui se sont irrémédiablement fourvoyés dans une violence insensée pour laquelle ils craignent de rendre des comptes.

- Il y a aussi les radicaux, parmi lesquels on trouve notamment des nostalgiques du passé qui rêvent d'être « rétablis dans leurs biens », ainsi que des extrémistes viscéralement anti-tutsi incapables de dépasser les vieux clivages et dont le seul objectif politique est de changer la physionomie et la morphologie de ceux qui détiennent actuellement le pouvoir à Kigali. Non loin d'eux se tiennent tous ceux qui ont du sang sur les mains. Ceux-ci s'agitent parce qu'ils ont peur : peur pour eux-mêmes ; peur de devoir rendre des comptes. Leur radicalisme sonne comme une justification si ce n'est une tentative de diluer leurs responsabilités et/ou leur implication directe ou indirecte dans la tragédie rwandaise.

- Il y a enfin les révolutionnaires qui veulent un véritable changement de système et qui sont prêts à tous les sacrifices nécessaires pour construire un avenir meilleur aux générations à venir. A cet égard, ils s'emploient à agir en même temps pour changer la société rwandaise en une véritable société humaine où régneraient l'égalité des droits, la liberté, la paix, mais aussi pour essayer de changer les Rwandais eux-mêmes. Car il ne suffit pas de rejeter le système totalitaire actuel, il faut aussi savoir (au moins dans les grandes directions) vers où aller et se rendre capable de réaliser ces idéaux.

➤ **Un manque de structuration**

Si les Rwandais, à l'exception d'une infime minorité complice de l'oppression (consciemment ou non, responsable personnellement ou pas), tout simplement parce que située par son clan, le poste occupé, sa classe sociale et son niveau de vie du côté des oppresseurs, qui a de fait intérêt à ce que cette situation d'injustice demeure pour continuer à avoir ce qu'elle a, se rejoignent pour admettre qu'il faut en finir avec le système Kagame, le consensus qu'ils dégagent aujourd'hui sur la nécessité d'ouverture des libertés publiques et la gestion démocratique de l'Etat sans exclusion ne peut escamoter les profondes divergences de fond entre les différents groupes de la résistance ; ce qui pose un problème sérieux de la structuration de ces forces. Même si tous affirment combattre le FPR et prônent le changement, force est de constater que le dialogue est souvent difficile : au nom de divergences sur les causes de la tragédie rwandaise, sur les responsabilités dans cette tragédie, sur la nature et la structure du mouvement de résistance à construire, sur les moyens à mettre en œuvre et sur les modalités de transformation de la société rwandaise, ils refusent en général une concertation d'ensemble et une action unifiée contre le régime de Kigali. En conséquence, la résistance est émiettée ; il existe aujourd'hui une multitude de groupes éclatés et plus ou moins en concurrence ou en opposition les uns par rapport aux autres, initiés pour la plupart par des idées personnelles inconciliables, issues de conditionnements, d'habitudes et de sensibilités particulières même s'ils font tous les mêmes incantations contre le FPR.

Rares sont les groupes capables de s'unir et d'intégrer leurs actions de manière permanente et constructive, et pas seulement quelques jours par an au gré des événements ou périodiquement, notamment à l'approche d'échéances électorales importantes. La plupart pensent en termes d'intérêts immédiats, de dividendes politiques à tirer de tel ou tel positionnement, de rapports de force entre eux ou entre leurs leaders et non en termes de projets d'avenir et de stratégies pour réaliser le changement. Et souvent, ceux qui parviennent à se mettre ensemble s'enferment dans des alliances à la semaine qui ne servent à rien, si ce n'est de se gargariser de formules ressassées et d'actes trop souvent dérisoires pour donner l'impression de faire bouger les choses en publiant des communiqués de dénonciation ou en organisant des manifestations, des conférences... où ils ne se parlent qu'entre eux. Illusions que tout ça !! A quoi sert de revendiquer le changement si on ne se donne pas les moyens d'agir pour atteindre ce changement !

On en vient des fois à se demander si se réclamer de la résistance chez les Rwandais (quel que soit le cadre qu'on choisit) n'est pas une mode comme une autre, un art de vivre parmi d'autres, une manière de se donner bonne conscience, un moyen de se rassurer et d'oublier son renoncement en faisant de l'activisme virtuel, un rituel où il faut avoir au moins une fois dénoncé le FPR, à visage découvert ou « encagoulé » (cfr. les débats puérils et stériles sur les fora de discussion le plus souvent derrière des pseudonymes) pour faire partie du clan de celles et ceux qui affirment vouloir changer les choses. Cette façon de faire, au mieux, ne construit rien, au pire, renforce le système du FPR.

La qualité de résistant ne doit pas être réduite à un simple acte de profession de foi ou à la simple agitation. C'est une question de conviction et d'engagement pour ce

qu'il y a de meilleur pour le peuple. Quand on s'engage dans la résistance, c'est que l'on est prêt à se soumettre à certaines exigences et à renoncer à certaines choses.

Etre résistant demande le dépassement d'intérêts égoïstes, un esprit de sacrifice de soi (vu les multiples dangers auxquels on est exposé tous les jours et qui peuvent être mortels), sacrifices matériels et financiers (être résistant ça a un coût), une discipline rigoureuse et beaucoup de disponibilité.

➤ ***Une base sociale élitiste sans lien avec la masse***

Aujourd'hui, la base de la résistance est constituée principalement de réfugiés, de demandeurs d'asile et de naturalisés, qui par définition se trouvent à des milliers de kilomètres de leur pays, soit en Occident soit en Afrique, et sont souvent déconnectés des réalités.

Ces réfugiés partagent pour la plupart une autre caractéristique : c'est en grande partie des élites. Dans les conditions normales cela constituerait un atout considérable car ce sont les classes moyennes qui portent le changement.

Seulement, d'un côté la répression ne permet pas un contact direct avec la population de l'intérieur constamment exposée aux méfaits de la dictature ; de l'autre côté, la distance entre les structures opérationnelles de lutte (en Occident) et la base (au Rwanda et autres pays d'Afrique) ne permet pas un contact suivi. Ce qui met à mal le travail de politisation et d'organisation de la population, indispensable pour transformer la résistance en une force politique capable de mettre le rapport des forces de son côté.

En outre, alors que ceux d'Europe et d'Amérique disposent de revenus réguliers, ceux d'Afrique (80% du nombre total d réfugiés) sont généralement sans revenus et vivent de l'aide d'urgence des organismes d'aide humanitaire. A cette insécurité matérielle il faut ajouter l'insécurité juridique car ils risquent à tout moment d'être rapatriés de force vers leur pays.

Les forces de résistance doivent être conscientes que, répression ou pas, contraintes de distance ou pas, aucun changement ne pourrait s'opérer sans la participation active et sans une jonction avec la masse de la population.

➤ ***Un manque aigu de conscience politique militante chez le Rwandais***

Aujourd'hui plus que sous les régimes antérieurs, le caractère totalitaire du régime militaire et la répression si souvent sanglante constamment exercée sur la population ont totalement étouffé la conscience politique des hommes et des femmes, inhibé toute volonté de résistance à l'oppression et noyé le pays dans l'obscurantisme politique le plus rétrograde du continent africain.

Il faut cependant admettre aussi que les Rwandais sont historiquement un peuple soumis, sans traditions de liberté, de lutte politique, d'alternance démocratique. Rares sont les périodes de leur histoire où la contestation a dépassé le stade des jérémiades. La liberté, l'opposition, l'alternance, ...restent pour eux des notions

abstraites. Depuis toujours, dans ce pays où la démocratie manque de fondements et de racines, l'accès au pouvoir est synonyme de coup de force :

1- Le système monarchique, fondé sur le mythe de l'origine céleste de la dynastie régnante et sur les inégalités naturelles entre le triptyque ethnique rwandais, a refusé de s'ouvrir et de s'adapter aux exigences de la seconde moitié du 20^{ème} siècle et a été emporté par une révolution.

2- La première république issue de cette «révolution sociale», en faveur du « menu peuple » disait-on, fut une parenthèse, porteuse d'espoirs fragiles, de réformes partielles et finalement frustrées, de rendez-vous manqués pour une véritable démocratie et pour une véritable réconciliation du peuple rwandais. Elle sera balayée par une junte militaire dirigée par les camarades du 5 juillet 1973 autour de leur chef Habyarimana, après les troubles ethniques sanglants de 1972-73 fomentés à cet effet.

3- Le régime instauré sur la base du coup d'État de 1973, « pour éviter au pays de tomber dans un précipice », et qui avait pour devise « la paix et l'unité nationale » s'est écroulé en juillet 1994 au terme de massacres, de destructions et de déplacements de populations, de génocide, consécutifs à quatre ans de guerre déclenchée le 1^{er} octobre 1990 par le FPR, aujourd'hui aux commandes, au nom de « la démocratie ».

Il n'est pas exclu, et c'est fort probable, que la fin du régime actuel passe par cette même voie de la violence dont il a fait l'essence et le principe de sa gouvernance. Et avec ce scénario, la possibilité de se trouver à nouveau, d'une façon brusque et inattendue, devant un vide politique dans le pays (avec tous les dangers que cela comporte), n'est pas du tout à écarter. On s'en souvient : c'est surtout le vide politique créé principalement par la disparition du président Habyarimana, le 06 avril 1994, qui a mené à l'anarchie, rendu facilement le pays ingouvernable et laissé toutes les portes ouvertes à une guerre totale, à un génocide mais aussi à l'avènement du régime le plus sanguinaire du monde moderne.

Ainsi, habitués au changement brutal du pouvoir avec un homme fort qui s'impose à ses sujets avec ou sans leur consentement, plutôt qu'à une alternance démocratique dans laquelle ils jouent un rôle, les Rwandais en général et en particulier les élites censées éclairer la masse n'ont pas la maîtrise des instruments matériels et surtout le capital culturel nécessaires à la participation active au combat politique. Ce déficit d'expérience et d'éducation politiques qui devraient leur permettre de saisir les enjeux et de comprendre les règles du jeu, mais aussi de défendre de manière construite leurs revendications et d'exprimer en termes adaptés la signification qu'ils donnent à leur lutte, les enferme dans une dualité d'esprit qui n' imagine le changement que par les concessions volontaires de l'homme fort du moment ou par l'arrivée d'un nouvel « homme providentiel ». D'où souvent cette position de non choix qui met le Rwandais dans l'impossibilité d'agir ou encore cette forte dépendance psychologique et intellectuelle qui les oblige plutôt à déléguer de manière inconditionnelle la prise en charge de leur vie et de leur destin à des individus ou à des organisations qu'ils pensent plus aptes à résoudre leurs problèmes ou susceptibles d'exprimer une opinion conforme à leurs intérêts tels

qu'ils les perçoivent confusément. Très peu osent une action collective et savent s'organiser pour agir quand il faut faire face aux défis.

Cette passivité face aux défis constitue incontestablement la plus grande démonstration de manque de conscience politique chez les Rwandais. Il suffit, pour s'en rendre compte, de regarder autour de soi pour voir parmi ce beau monde qui voue aux gémonies le FPR sur le « net », dans les cafés, etc. ou qui a obtenu l'asile politique en occident sur base de menaces personnelles en raison, affirment-ils, de leur engagement et de leur opposition à la monstrueuse tyrannie du FPR ou parce qu'ils ont miraculeusement survécu aux massacres aveugles de la soldatesque du FPR, combien répondent à l'appel pour une action condamnant les agissements criminels du FPR, combien acceptent de donner de leur temps, de leurs ressources pour organiser et renforcer la résistance ! Si, comme ils disent, ils étaient assez courageux pour affronter le FPR quand ils étaient encore au Rwanda (ce qui reste à vérifier), que leur arrive-t-il quand ils se retrouvent loin de la répression quotidienne du régime ?

On peut, certes, comprendre que les tentatives incessantes d'intimidation du régime (assassinats, listes sauvages de présumés génocidaires, etc.) puissent pour certains inciter à la prudence ou à prendre quelques mesures de sécurité (sans pour autant aller jusqu'à la démobilisation et au final à l'affaiblissement de la résistance) ; mais on est en droit aussi de s'interroger sur ces élites peu enclines à se projeter au-delà d'elles-mêmes et préférant se tenir éloignées des problèmes de leur pays d'origine au prétexte d'éventuelles conséquences, quand ils n'avancent pas des problèmes d'insertion dans les pays d'accueil (naturalisation, confort personnel, confort social,etc.) !

Le pire est que ce manque de conscience politique, renforcé par la peur due à la répression politique, génère parfois la lâcheté chez certains. Inconscients de la portée politique de leurs actes ou guidés par des intérêts égoïstes, ou parce qu'ils font une lecture faussée de la réalité, certains Rwandais pensent pouvoir échapper à la tyrannie au détriment des autres. Il n'est pas rare que certains (la liste est longue) préfèrent dénigrer, voire trahir la résistance menée par leurs amis en croyant pouvoir sauver leur vie. Ils ne réalisent pas que tous sont logés à la même enseigne devant le FPR et qu'il ne sert à rien d'essayer de fuir la mort en sacrifiant les autres, au contraire. Ils ne prennent pas conscience et se soumettent en collaborant avec le tyran, sans savoir qu'il va aussi les détruire. Cette inconscience fondamentale est un obstacle à la révolte et à l'organisation de la résistance.

Si on cherche le changement il ne suffit pas de le souhaiter ; on doit aussi se doter des moyens de le réaliser. Cela demande la participation active, personnelle et libre de tout un chacun, et en particulier de ceux qui sont opprimés. On ne peut pas libérer les Rwandais contre leur volonté et sans eux, sauf à créer un autre totalitarisme ; ce qui ne changerait rien : un esclave volontaire (voir Etienne de la Béotie) dont on brise les chaînes s'en fabriquera aussitôt d'autres.

En l'absence d'une conscience politique qui par nature débouche forcément sur l'engagement et la résistance, les Rwandais continueront à stagner dans la marginalité de l'action et de la politique et il leur sera difficile de s'organiser pour

représenter une force politique capable de mettre le rapport des forces du côté de la résistance et de la liberté.

➤ ***L'enfermement dans la logique du dialogue et de la négociation***

Faute de pouvoir imposer une politique offensive au régime (en raison de sa désorganisation et de son amateurisme), la résistance s'est constamment réfugiée dans la recherche du dialogue, de la négociation, du compromis avec un régime qui n'entend rien céder, et qui nourrit une haine viscérale pour tout mouvement contestataire.

Or, l'expérience a établi que la recherche du dialogue, de la négociation et du compromis n'a jamais fait plier un régime totalitaire et sanguinaire, ni fait avancer la lutte pour la démocratie ; au contraire elle permet à chaque fois à la tyrannie de conforter ses assises.

De plus, on ne dialogue qu'avec celui qui veut dialoguer. Et on ne négocie qu'avec celui qui veut négocier. Et un compromis n'est possible qu'avec celui qui est susceptible de le respecter.

Pour qu'il puisse y avoir un dialogue inter-rwandais ou tout autre négociation politique, il faut d'abord que Kagame reconnaisse qu'il y a des problèmes et que, ensuite, il soit persuadé que le dialogue est la voie appropriée pour résoudre ces problèmes. Or, Kagame ne cesse de répéter qu'il n'y a aucun problème politique au Rwanda, si ce n'est celui des génocidaires et autres « forces négatives » et qu'il ne peut pas dialoguer ou négocier avec des génocidaires ! En outre, il a prouvé à plusieurs reprises que la négociation pour lui n'est qu'un moyen d'endormissement de l'adversaire en attendant de lui asséner le coup de grâce et qu'à ses yeux un accord n'a pas plus de valeur que le papier sur lequel il est écrit.

Pourquoi alors Kagame ferait-il cette fleur à une résistance par ailleurs tatillonne, impuissante et incohérente ?

Dès lors, exiger la tenue du Dialogue inter-rwandais et la mise en place d'une Commission Vérité et Réconciliation ou faire appel à la Communauté internationale, c'est bien mais ça ne suffit pas ! Qui peut sincèrement croire une seule seconde que le régime va tomber tout seul dans une salle de réunion ou que Kagame et les autres animateurs du régime depuis le sommet de l'Etat jusqu'à la base, qui sont tous des criminels avérés, vont trouver leur chemin de Damas et accepter d'ouvrir l'espace politique ou de lâcher le pouvoir de leur propre chef sachant ce qui les attend ?

Ne faudrait-il pas aussi dire ce qu'il faut faire et comment il faut faire pour contraindre Kagame et son FPR à accepter la tenue du Dialogue inter-rwandais et la mise en place d'une Commission Vérité ? Sans quoi, l'insistance à se focaliser et à spéculer sur des scénarii probables du changement, indépendants au demeurant de notre volonté, révélerait en creux une incapacité sinon une tentative de s'épargner l'effort de définir une stratégie permettant de débarrasser le Rwanda de ce régime criminel et totalitaire afin d'instaurer la démocratie.

Le Dialogue inter-Rwandais et la Commission Vérité et Réconciliation ne seront possibles qu'une fois le FPR ne dictera plus sa loi. Car, immergé dans son système d'oppression et sa logique, Kagame ne peut se concevoir lui-même en dehors de la possession et de la domination directe, concrète, matérielle, du Rwanda et des Rwandais, et même au-delà.

S'agissant de la Communauté internationale, elle n'intervient que lorsque ses intérêts peuvent être menacés. Or, jusqu'ici, Kagame s'est montré d'une remarquable efficacité dans la défense de ces intérêts et a prouvé qu'il est prêt à aller aussi loin qu'il le faudra.

Certes, l'appui de la Communauté internationale est utile voire essentiel à la lutte. Mais il serait naïf de croire que la Communauté internationale résoudra le problème de la démocratie au Rwanda à la place des Rwandais. La Communauté internationale ne peut pas venir faire à la place des Rwandais ce qu'ils doivent faire eux-mêmes pour mettre un terme au règne des criminels et instaurer les libertés démocratiques. La lutte contre le régime totalitaire et sanguinaire du FPR est d'abord une lutte du peuple rwandais contre son oppresseur ; l'appui de l'extérieur ne peut être qu'un appoint à l'effort que le peuple opprimé doit consentir lui-même pour se libérer.

Les forces de résistance ne doivent pas s'y tromper : la Communauté internationale, dominée par une logique d'intérêts avant tout, et le citoyen Rwandais soumis à l'oppression dictatoriale n'ont sûrement pas le même point de vue sur les questions de la dictature et de la démocratie au Rwanda. Pris individuellement, des Etats démocratiques peuvent apporter leur appui à la lutte du peuple rwandais pour la démocratie, mais pas tous. Et même pour ceux qui sont disposés à soutenir cette lutte au nom des valeurs démocratiques, ils ne peuvent s'engager à le faire que si le peuple rwandais montre sans détour sa détermination à se battre pour se libérer de la dictature et conquérir les libertés essentielles.

II- QUE FAIRE ?

Le vrai patriotisme impose aux Rwandais engagés dans la résistance l'obligation d'en finir avec les atteintes aux droits de l'Homme, l'arbitraire sans limite, la détresse morale et sociale, l'impunité du crime organisé que les détenteurs de la rente du génocide tentent d'occulter par des campagnes médiatiques et diplomatiques qui ne trompent plus personne, y compris désormais parmi les rescapés et à l'étranger.

Ce qui importe aujourd'hui, c'est tourner la page des fausses solutions, des faux dialogues, des faux accords, des manœuvres de sérail et des diversions dangereuses et plutôt remettre le rapport de forces en faveur des forces de résistance. Tant que la dictature militaire à caractère totalitaire se maintiendra, aucun changement démocratique ne sera possible.

Il est plus qu'évident que le FPR et Kagame n'organiseront jamais des élections libres, transparentes et démocratiques. De 1999 (premières élections locales) à 2003 (dernières élections législatives et présidentielles) toutes les élections étaient

truquées et sous le contrôle total du FPR : jeu de la concurrence faussé, impossibilité de porter la contradiction au parti régnant, le droit de se faire élire interdit aux non FPRiens et non assimilés, bourrage des urnes, etc. Vouloir dans ces conditions présenter, pour 2008 et 2010, des candidats qui de surcroît ne concourront pas, car inéligibles, dans la mesure où la législation en vigueur les en écarte d'office, c'est forcément se condamner à l'échec. C'est aussi un bon moyen pour la résistance de perdre son âme en ouvrant la voie aux opportunistes.

Dans ce contexte, l'enfermement dans la logique des échéances électorales, de l'appel au dialogue et à la Communauté internationale est suicidaire pour la résistance. A moins que celle-ci (logique) s'accompagne d'une pression suffisamment organisée et suffisamment forte pour dissuader le FPR de toute tentative de fuite en avant pour s'accrocher au pouvoir. Mais la pression (populaire ou autre) ne vient pas par génération spontanée. C'est une construction qu'il faut faire. Sans cette pression construite, toute autre forme de résistance ne peut que permettre de garder le statu quo ante et au tyran de se renforcer.

La fin du régime et du système FPR ainsi que la mise à l'écart de la classe politique prédatrice qui le porte jusqu'à présent sont un impératif catégorique et un préalable à l'instauration d'un système politique démocratique viable. Tous les efforts doivent être orientés vers l'éclatement du système et de sa matrice au lieu de continuer à s'enfoncer dans des impasses en cherchant à se battre sans fin contre les conséquences de ce système barbare.

L'urgence des urgences, pour les forces de résistance, est de libérer une double dynamique :

1- Une dynamique d'unification pour constituer une force politique de contrepoids qui a tragiquement manqué les treize dernières années.

La résistance doit se mettre en capacité de gouverner et se constituer en autorité morale et politique, capable de parler au nom du peuple faussement représenté par un pouvoir illégitime et sanguinaire. Bien entendu cette autorité n'est pas un gouvernement parallèle mais un gouvernement en puissance, un éventuel gouvernement de rechange qui n'attend que l'occasion pour prendre les affaires du pays en main. Cela signifie que la résistance doit avoir un leadership crédible, une stratégie de résistance adéquate, un programme clair et réalisable surtout sur les questions sensibles [(la question de l'équilibre et de la neutralité des forces de défense et de sécurité, la question de l'impunité, d'une justice impartiale et indépendante, la question de la démocratie et de la gouvernance, la question des rescapés, les questions économiques et sociales)], essentielles pour construire l'avenir et garantir une cohabitation harmonieuse entre les Rwandais .

2- Une dynamique politique de construction démocratique de l'Etat et de la société.

Le projet démocratique à mettre en place doit s'articuler autour de valeurs universelles et modernes : le droit des Rwandais à construire un Etat de droit.

Ces enjeux dépassent plus que jamais aujourd'hui les considérations de personnes, de clans, d'ethnies, de régions ou d'appareils. Il s'agit d'abord de sauver notre pays

du chaos, de le hisser au rang digne de son rayonnement, de ses immenses potentialités présentes et par dessus tout il s'agit de l'avenir et du bonheur des générations montantes et à venir.

III- COMMENT FAIRE ?

Pour défendre ses intérêts légitimes et les libertés fondamentales face à un régime dictatorial, imperméable à toute transparence électorale et qui viole toutes les formes de libertés individuelles ou collectives des Rwandais, la résistance doit aujourd'hui se poser une fois pour toutes la question du comment faire : comment faire pour sortir de l'enlisement actuel ; comment faire quand il n'y a plus d'alternative démocratique ; comment opérer pour mettre en œuvre sans délai une stratégie pour mettre fin à cette dictature qui n'a que trop duré et dont le nombre de victimes dépasse l'entendement ?

Ce n'est certainement pas avec la logique qui fut la sienne durant les treize dernières années que la résistance va trouver les bonnes réponses à ces questions ; au contraire elle doit s'engager dans une autre logique aux antipodes de celle-là. C'est-à-dire, faut-il le répéter, qu'elle doit impérativement comprendre que la démocratie et la paix ne seront possibles qu'après la disparition de l'Etat-FPR. C'est fondamental ! Tout doit être fait pour concentrer les forces sur le changement préalable du pouvoir à Kigali. Cela signifie qu'il faut exercer d'une manière ou d'une autre une pression suffisamment organisée et suffisamment forte sur le régime pour mettre Kagame en position de faiblesse et le contraindre à lâcher le pouvoir.

➤ *Se doter une stratégie de lutte adaptée à l'objectif*

Il est temps que la résistance prenne rendez-vous avec l'histoire et adopte une stratégie adaptée pour sortir le Rwanda des griffes de criminels. L'Etat criminel et totalitaire du FPR ne sera jamais ébranlé par des communiqués de presse de quelques personnes qui se limitent à des critiques, même si ces critiques sont justes. Face à un système comme celui du FPR, les luttes contestataires habituelles sont sans espoir. Une stratégie de dénonciation seule n'est pas apte à amener le régime APR/FPR à accepter la démocratie et l'Etat de droit. Cette stratégie ne peut produire des effets qu'avec un régime d'essence démocratique. Il faut donc aller au-delà des paroles contestataires et critiques pour chercher ailleurs et adapter la stratégie de lutte ! Et dans cette perspective, la voie passe inévitablement par l'action.

Cette action doit passer par un engagement actif et périlleux dans une oeuvre gigantesque qui semble à première vue irréalisable parce qu'elle dépasse complètement nos moyens, mais qui est la seule à pouvoir se révéler un jour utile et efficace : tout reprendre à la base, procéder à une refonte totale. D'où la nécessité de savoir (au moins dans les grandes directions) vers où aller et se rendre capable de réaliser ces idéaux. Il faut construire un autre système, une vraie société, qui ne génère plus de barbaries et d'injustices!! Bref, il s'agit de faire une révolution au lieu de vouloir amortir la barbarie actuelle.

➤ **Définir et adapter la ligne organisationnelle de la résistance à l'objectif de lutte**

La concurrence/rivalité entre les différents groupes est la raison fondamentale de l'impossibilité de toutes formes d'unification, et même d'unité d'action. On ne peut pas en effet compétir pour le pouvoir et s'unir pour le combattre. La concurrence pour le pouvoir ne se conçoit que dans un régime démocratique et non dans un régime totalitaire et sanguinaire.

Les différents acteurs (organisations politiques, groupes de pression, société civile..) doivent unifier leurs actions de manière à ce que toutes les forces de résistance puissent se rassembler pour chercher et trouver un fond commun et enfin construire. La solution n'est pas, dans tous les cas, dans l'addition des luttes telles qu'elles existent actuellement, mais dans une « fusion » dynamique et féconde au lieu d'une juxtaposition hétéroclite, limitée, et finalement stérile. L'unification des forces de résistance, la mutualisation des moyens et l'intégration des actions sont seules susceptibles de parvenir à déclencher les véritables mécanismes capables d'apporter la plus grande mobilisation susceptible d'inverser définitivement la situation.

Vouloir, dans le contexte de la lutte contre le FPR, s'octroyer l'exclusivité dans la réalisation du changement (comme certains s'y emploient) est un manque de lucidité condamnable. La situation exige d'éviter tout aventurisme ou de pêcher par excès de prétention ; elle nécessite aussi de dépasser les notions « d'homme providentiel » (homme/femme) et d'apprendre à concevoir la politique en dehors de notre propre ego sinon on ne ferait que prouver qu'on est atteint du mal qu'on s'emploie à dénoncer.

A cet égard, le choix fait par les organisations membres des FDU-INKINGI, de geler toutes les activités partisans et de mettre en place un cadre unifié « de conception, de décision et de coordination de toutes les activités rentrant dans le cadre de la stratégie de résistance à laquelle tout le reste est subordonnée. » et ayant, lui seul, la compétence de « définir la feuille de route, d'élaborer les plans d'action, d'évaluer et de rassembler les moyens nécessaires », ne peut être que bénéfique pour le mouvement de résistance. Il va de soi que ce choix exige un sens très élevé de l'intérêt général.

Qu'apporte-t-il de plus, ce cadre unifié ?

1- Le renforcement de la résistance : l'union fait la force, dit-on. L'échange des expériences, entre les différentes composantes va certainement enrichir l'expérience collective et améliorer les méthodes et les moyens de lutte contre le FPR.

2- La confiance populaire : avec un cadre unifié bien structuré, déterminé, efficace sur le terrain par des actions courageuses et ayant un programme d'action bien défini, bien clair, il est certain que le peuple lui accordera sa confiance, et se resserrera autour de lui. C'est là aussi qu'une nouvelle dynamique de militantisme patriotique et d'actions sérieuses sur le terrain verra le jour.

3- La tolérance et un comportement démocratique : la démocratisation n'est pas seulement une simple question d'institutions ou de promulgation de lois. La démocratisation de la vie politique dans un pays comme le Rwanda est, avant tout, une question d'éducation, de changement de mentalité et de pratique concrète sur le terrain. Le cadre unifié est d'une très grande utilité sur ce plan, dans la mesure où il met côte à côte des dirigeants de convictions et d'esprits bien différents pour travailler ensemble, pour décider et agir ensemble sur le terrain, pour gérer les affaires ensemble et mener leurs activités à bien ensemble. Les bases des différentes composantes politiques membres vont elles aussi se côtoyer sur le terrain, discuter et agir ensemble. Par le dialogue et la pratique sur le terrain, les bases des différentes formations vont finir par se supporter, se rapprocher et se respecter les uns les autres.

4- La crédibilité auprès des partenaires : La confiance des partenaires (comme la confiance du peuple) ne se donne pas en cadeau, mais elle s'acquiert par la détermination, le militantisme rigoureux et l'action efficace. Dans le contexte du Rwanda (avec toutes ses divisions) le fait de se rassembler, pour les forces de résistance, est en soi une preuve de sérieux et de responsabilité. Si, en plus, le rassemblement donne preuve d'efficacité dans l'action, la résistance va réussir à attirer l'attention des partenaires et des « amis » du Rwanda qui vont commencer à la considérer comme une alternative sérieuse au régime sanguinaire et corrompu en place.

La collaboration étroite entre les FDU-INKINGI, le Partenariat-INTWALI et le PDR-IHUMURE, officialisée le 25 novembre 2007, est une étape importante vers un mouvement de résistance plus responsable et plus efficace. Mais il faut aller plus loin.

➤ ***Réveiller la conscience politique des masses et faire une jonction avec elles***

« Il ne peut y avoir révolution que là où il y a conscience » disait Jean Jaurès. Et il est prétentieux de vouloir faire le bonheur du peuple à sa place. Si les Rwandais ne veulent pas continuer à tourner en rond à l'infini, ils doivent prendre conscience qu'il faut cesser d'être des objets de leur propre histoire pour devenir des acteurs conscients et responsables. Il faut en finir une fois pour toutes avec le mythe des peuples qui ne sont que victimes des structures totalitaires. La violence générale ne vient pas d'institutions extérieures tombées du ciel, elle est inscrite en chacun, et tout le monde en est complice, même les victimes. Les Rwandais sont victimes et complices des systèmes qui les oppriment. Dès lors, les plus opprimés devraient être les premiers à vouloir le changement en raison de ce qu'ils subissent.

Mais, le peuple rwandais et la société rwandaise ne sortiront pas tout seuls de la barbarie du FPR. Cette situation exige de la part des forces de résistance un difficile travail de conscientisation politique auprès des masses populaires tant urbaines que rurales. C'est donc un impératif pour les forces de résistance de mettre l'accent sur le travail de politisation et d'organisation de la population. Faire prendre conscience de l'ordre injuste établi est le premier pas vers une libération et une transformation possibles. Cela nécessite un cheminement et un accompagnement. Ce cheminement est le premier acte de libération. Or, la mobilisation faite jusqu'ici par les forces de

résistance s'est limitée à des appels périodiques des Rwandais vivant dans les pays démocratiques (Europe, Amérique) à des manifestations du genre marches de protestation et autres conférences-débats.

Il ne s'agit pas de rejeter ces formes d'action ou de minimiser le rôle de la diaspora dans la lutte. Mais force est de constater qu'elles n'ont aucun impact sur le pouvoir et qu'elles n'ont guère entretenu que des illusions. Dès lors, la constitution d'une base sociale la plus large possible pour les forces de résistance est une exigence. La lutte contre le FPR doit cesser d'être une affaire d'initiés pour se transformer en une lutte de masse avec comme moteur la pression massive de tous ceux qui aspirent au changement et aux libertés démocratiques. C'est dans la force organisée des masses populaires que réside la force de la résistance. Les leaders ne peuvent rien faire, s'ils ne prennent pas appui sur la pression organisée de la masse de la population. La force et l'efficacité de cette pression dépendent, elles, du niveau de conscience politique du peuple. Il appartient aux leaders de créer les conditions de l'élévation de la conscience politique des masses populaires, de les amener à avoir conscience de leur liberté et de leur devoir de l'exercer pour ne plus être mis sous tutelle et être guidé comme du bétail dépossédé de toute volonté. C'est cette volonté qu'ils doivent transmettre à leurs concitoyens pour agir sur leur situation et par là changer toutes les données au profit du peuple. Cela suppose, de toute évidence, la mise en oeuvre effective d'un ensemble de mesures pour permettre leur implication totale et organisée dans l'action politique.

La mobilisation à faire doit donc aller bien au-delà de la diaspora. L'immense majorité des Rwandais se trouve au Rwanda ! A cet égard et devant la gravité des défis que présente la situation, c'est un devoir national que les forces positives de l'intérieur s'associent aux forces de résistance extérieures. La jonction des forces de résistance extérieures avec celles de l'intérieur, en ce compris les éléments sains au sein du FPR, et en association avec les autres forces vives du pays sans exclusive, jetterait les bases d'un nouveau contrat pour un Rwanda pour tous débarrassé des criminels et maffieux de tous bords et résolu à ne plus se laisser dominer par un quelconque dictateur.

En tout état de cause, l'objectif n'est pas de donner à l'opinion le sentiment que l'on fait quelque chose ou que l'on existe en tant que forces de résistance. L'objectif est de responsabiliser les masses populaires opprimées, c'est-à-dire de les mettre en mesure de prendre des initiatives en vue de transformer leur situation politique et sociale. Pour cela, il faut les sortir du monde d'illusions que leur propose le FPR, car tant qu'ils n'en auront pas acquis leur propre conscience, ils continueront à avoir des attitudes fatalistes face à leur propre situation.

La mobilisation vue sous cet angle suppose des stratégies politiques et des formes d'action précises que les forces de résistance peuvent mettre en oeuvre pour sortir de l'enlèvement et avancer. Aux forces de résistance d'en faire une priorité pour transformer le mouvement amorcé en une lutte de masse où chacun est capable de faire quelque chose ensemble avec les autres, avec bien entendu tout ce que cela implique en termes d'encadrement politique, d'information et de mobilisation responsable.

IV- LA QUESTION DU RECOURS A LA FORCE

La question du recours à la force, comme stratégie de résistance contre la dictature sanglante du FPR revient souvent au centre des débats entre Rwandais. Beaucoup considèrent que le départ du FPR passe obligatoirement par des actions de force à un moment ou à un autre.

Les partisans de cette option ne manquent pas d'arguments :

1- Le FPR dirige le Rwanda par des structures de domination effroyables qui écrasent toute volonté d'émancipation et de contestation de différentes manières : par la répression policière, judiciaire et par les structures mêmes du système qui écrasent les individus, les isolent et les soumettent à l'arbitraire et à la précarité. Si le FPR continue à s'entêter et reste réfractaire à toute idée de liberté, alors il faut abattre par la force ces structures pour donner un ballon d'oxygène aux opprimés.

2- Les violences du système sont permanentes et insupportables, elles sèment partout la mort et la désolation à tel point que les Rwandais sont aujourd'hui dans un état d'urgence pour la survie. Qui plus est, tous les moyens de lutte non-violents ont été déjà utilisés, et n'ont jamais rien donné, ou sont insuffisants à eux seuls pour libérer le Rwanda du joug d'un FPR prompt à briser par la violence toute réelle résistance, même non-violente

Dans ces conditions il n'est plus question d'attendre de chimériques changements démocratiques. Ainsi les Rwandais ont-ils donc le droit de se défendre par tous les moyens à leur portée, y compris la force, qui serait de toute façon ridicule comparée à la violence qu'ils subissent quotidiennement depuis plus de treize ans de la DMI, de l'armée, de la milice Local Defence ou d'individus jouissant de la protection du pouvoir.

Evidemment, ces arguments ne sont pas idiots, sinon ils ne connaîtraient pas un tel succès.

S'agissant de ceux qui rejettent cette voie, certains s'appuient sur l'expérience passée (la guerre d'octobre 1990 et son cortège de tragédies encore frais dans les mémoires, ainsi que la répression féroce et barbare contre les populations civiles innocentes dont les forces gouvernementales ont fait preuve lors de la guerre dite des insurgés « Abacengezi »). D'autres, par peur d'affronter frontalement le FPR, rationalisent leur impuissance et occultent leurs potentialités par la constatation faussement objective de la puissance militaire du régime de Kigali, ce qui naturellement conduit à une démission objective de leur part et à des solutions de facilité et une forme de lutte qui n'expose pas et ne coûte rien tout en permettant à ses ténors de rester au devant de la scène politique. Certains autres avancent des raisons d'éthique, de foi, de philosophie personnelle. Pour ces derniers, si la violence innommable et la déshumanisation lancinante que le FPR impose aux Rwandais sont intolérables, il serait totalement incohérent d'espérer construire une autre société en employant les mêmes méthodes (la violence), que le pouvoir en place! Il est certes humain de chercher à se défendre et d'avoir envie de casser les symboles de cette oppression effroyable. Mais il faut, disent-ils, se raisonner (ce qui ne veut pas dire de rentrer sagement dans le rang ou se résigner au réformisme illusoire) et utiliser sa

révolte et son dégoût légitimes dans d'autres voies. Ci-après les principales raisons de fond et pratiques de leur positionnement :

1- Refuser le système du FPR, c'est, principalement, refuser toutes les formes de violence car la violence est le fondement même du régime FPR.

2- User de violences (même limitées) c'est finalement faire le jeu du FPR qui n'attend que ça. Ce n'est donc pas la peine de lui donner un motif en or pour embastiller davantage le peuple rwandais, d'autant plus que le régime pourra facilement réduire tout mouvement de résistance armé à des génocidaires avides du sang des Tutsi, et que les médias et les réseaux du FPR seront là pour enfoncer le clou dans l'opinion tant nationale qu'internationale. Sans exclure que ces violences peuvent renforcer le pouvoir, en se serrant les coudes avec ses protecteurs contre les affreux « terroristes » et autres forces « négatives » ! Il n'est pas à négliger non plus que les Rwandais prêts à prendre des risques sont déjà peu nombreux : il serait alors dommage qu'ils/elles finissent tous / tes au trou ou au cimetière !

3- La violence est totalement inefficace pour changer les choses en profondeur, ce qui est in fine l'objectif recherché. De plus, ce n'est pas par la simple destruction des structures apparentes du système FPR que les Rwandais pourront vivre en paix.

4- La violence devient rapidement un engrenage incontrôlable qui aveugle, remplace des réflexions et des actions plus en profondeur, et risque de dériver vers la haine. Même en tentant de la limiter et de la diriger contre des cibles précises et strictement matérielles, la violence entraîne forcément loin de l'Amour nécessaire à la mise en place d'une société humaine. Car la violence alimente les pulsions de destruction déjà trop présentes en chaque personne.

Voilà pour les arguments des uns et des autres. Qui a tort ? Qui a raison ? La question est assez complexe. On aimerait que les choses soient plus simples et plus rapides. Le point de vue éthique est certainement valable pour les sociétés démocratiques. Il faudrait sans doute le nuancer dans les pays où règnent de franches dictatures : dans un Etat ouvertement policier, qui pratique la torture et l'exécution sommaire et où les contestataires sont rapidement exterminés et n'ont guère d'autre choix que l'exil, des actions violentes ne deviendraient-elles pas nécessaires une fois que les autres méthodes ont échoué ?

Devrait-on dès lors s'offusquer de ce que des Rwandais à bout de patience et accablés par des conditions de vie qui se détériorent de jour en jour soient tentés par d'autres voies d'expression surtout quand tous les espaces politiques ont été verrouillés et pervertis et que l'exil est aujourd'hui le seul recours, le dernier lieu où exprimer sa révolte ? N'est-ce pas volontairement condamner la société à la violence, n'est-ce pas transférer la responsabilité de la violence vers la société que d'étouffer jusqu'au droit de dire, de dénoncer les crimes et leurs auteurs quels qu'ils soient ? N'est-ce pas favoriser la loi de la jungle quand la République et les institutions sont à ce point squattées par des intérêts claniques, que les espaces publics sont privatisés et que l'opposition démocratique est paralysée par l'Etat et une constitution et des lois liberticides ? Devrait-on d'ailleurs parler d'Etat, de nation quand il n'y a plus rien de public ?

Il est difficile d'avoir des réponses toutes faites. Ce qui compte c'est de garder la tête froide, de ne pas se laisser entraîner à la haine vengeresse et passionnelle.

V- LA REVOLUTION DES MENTALITES COMME BASE DU CHANGEMENT.

Quelle que soit la stratégie de résistance, les Rwandais ne vivront jamais dans la paix, ne connaîtront jamais la liberté, ne pourront pas construire une société démocratique sans une révolution individuelle et collective des mentalités. Cette révolution consiste à se changer radicalement de manière à pouvoir vivre avec d'autres personnes sur d'autres bases que le conflit permanent, la région, l'ethnie, etc. Sans cette révolution, c'est-à-dire tant que les Rwandais eux-mêmes n'auront pas changé en profondeur et qu'ils resteront prisonniers d'une mentalité d'esclaves volontaires, la lutte contre le FPR restera sans espoir car personne ne pourra les libérer à leur place. Sans cette révolution, c'est-à-dire tant que la lutte contre le FPR ne sera pas rattachée et motivée par une révolution individuelle profonde et tant que les Rwandais resteront prisonniers d'une mentalité prédatrice, cette lutte n'aura aucun effet même en cas de victoire car les Rwandais recréeront toujours le même monde barbare. En cas de victoire sans cette révolution, les tombeurs du FPR ne seront hélas pas capables de construire un autre monde, et fabriqueront très vite des systèmes proches de ce qui existe maintenant. Leurs mentalités inchangées leur feront très vite recréer un système tout aussi répressif et régressif. Et tout recommencera comme avant.

Ce serait en effet une erreur de croire que l'éviction du FPR et la simple suppression de toutes les structures de domination mises en place par ce même FPR peut avoir pour effet de rendre les Rwandais meilleurs. Les structures d'oppression sont le reflet caricatural et monstrueux des milliards de petits renoncements et petites violences individuelles que tout le monde entretient et se prend en pleine figure en grand par retour de bâton. Il est donc totalement absurde d'espérer détruire et, a fortiori, changer les structures oppressives d'une société si ses membres n'ont pas changé préalablement ou en même temps. Cela étant, combien de Rwandais se rendent-ils compte que les racines du mal rwandais et de toutes les violences sont inscrites profondément dans chaque Rwandais ? Et surtout, combien veulent-ils tenter de couper réellement ces racines, combien sont-ils capables de vivre différemment de manière permanente avec d'autres Rwandais sans retomber rapidement dans les travers de l'ethnisme, du régionalisme, du clanisme, des jalousies, etc. ?

Le changement que le peuple rwandais appelle de tous ses vœux ne peut consister à seulement détruire des structures oppressives. Il ne s'agit pas non plus d'inverser la situation d'oppression, mais de la dépasser, de transformer les relations oppresseurs/opprimés qui sont si naturellement inscrites dans notre quotidien.

C'est à chaque Rwandais de se libérer des mentalités et comportements qui font de lui une des racines d'un système qui a les mêmes comportements en plus grand. A chacun de le faire à sa manière ; l'action commune, la lucidité critique, l'expression, les débats..., y contribuent. A partir de là, il deviendra possible d'inventer d'autres comportements individuels et collectifs : relations interindividuelles épanouies, libres et respectueuses (libérées de toute forme de haine, d'exclusion et de domination), etc. Critiquer, combattre, lutter contre le FPR, proposer d'autres modes de vie

ensemble, etc. c'est très bien, mais ce qui est encore mieux, c'est de vivre concrètement autrement, en évitant de reproduire les aliénations et oppressions contre lesquelles on dit lutter.

Il appartient aux forces de résistance de trouver l'équilibre afin de construire un autre monde et de préparer le terrain : à la fois mener la lutte contre le régime en place mais lutter aussi contre les causes des divers malheurs plutôt que contre les seules conséquences, en donnant un bel exemple de libération de soi-même à travers leurs propositions, en incitant à la réflexion, en incitant à la libération individuelle et collective, en incitant à une rupture de conscience avec le système, en cultivant le sentiment d'appartenance à la communauté nationale, etc.

Autrement, vouloir libérer les Rwandais du joug du FPR sans, en même temps, conduire une révolution des mentalités serait la meilleure manière de continuer le cycle historique et infernal de «sauvetage national», à travers le renversement ou le départ d'un régime jugé tyrannique et attentatoire aux libertés civiles et aux valeurs démocratiques, au profit de nouveaux leaders « martyrs » qui, à leur tour, promettent d'incarner l'unité nationale et la souveraineté populaire et de conduire le Rwanda sur la voie du développement, pour bientôt se convertir en des tyrans pires et plus corrompus que leurs prédécesseurs (avec des stratégies différentes).

Lyon, le 27 février 2008.
Eugène NDAHAYO